

Budget 2014 : toujours plus d'impôts pour les familles !



La seule réponse à la crise que nous propose cette gauche, c'est l'augmentation des impôts. Même Pierre Moscovici a senti le « ras-le-bol fiscal », certains ministres ont osé parler de "pause" : en réalité, nous aurons encore plus d'augmentation d'impôts en 2014 qu'en 2013. Les ménages français, qui ont déjà payé 10 milliards d'impôts supplémentaires en 2013, vont payer **encore 12 milliards de plus en 2014 !**

Après les augmentations du budget 2013 (heures supplémentaires fiscalisées, augmentations de cotisations sociales des indépendants et des salariés, nouvelle baisse du quotient familial, contribution de solidarité pour les retraités, alourdissement de l'impôt sur le revenu, relèvement des droits de succession), en 2014, les prélèvements vont encore s'alourdir d'environ 12 milliards € pour les seuls ménages. **Les familles sont les plus touchées**, comme si les aider à élever les enfants ne devait pas être une priorité !

La TVA va augmenter au 1^{er} janvier 2014: le taux normal passe de 19,6 % à 20%, le taux « intermédiaire » de 7 à 10 %, et le taux réduit de 5,5 à 5 %. Coût pour les ménages : **6,5 milliards €**

La réforme des retraites prévoit d'une part l'augmentation de 0,3 points des cotisations retraites des salariés (+0,15 points en 2014 puis +0,05 points par an jusqu'en 2017), ainsi que la fiscalisation de la majoration de 10 % pour les retraités ayant 3 enfants (500 millions €). Coût pour les ménages : **1,7 milliards €** Or c'est une réforme minimaliste qui écarte encore le recul de l'âge légal de départ pourtant inévitable face à la hausse constante de l'espérance de vie des français (entre 1993 et 2013, l'espérance de vie des français a augmenté de 4 ans) et qui ne résout rien?

L'impôt sur le revenu : encore un abaissement du plafond du quotient familial de 2 000 à 1 500 €, qui va pénaliser 1,3 millions de foyers pour **1 milliard €** l'exonération fiscale concernant les **assurances complémentaires santé** qui bénéficie aux salariés sur la part abondée par l'entreprise est supprimée pour 13 millions de Français : **1 milliard €**; les réductions d'impôts pour **enfants scolarisés** (collège, lycée, université) sont supprimées pour 5 millions de familles : **500 millions €**.

Et de multiples hausses : droits de mutation à titre onéreux pour les départements (de 3,8 à 4,5 %) pour leur permettre d'assurer les charges transférées par l'Etat qui ne cessent

d'augmenter (APA, PCH, RSA). Coûts pour les ménages : entre 500 million et 1,3 milliards €. Suppression de l'exonération sur les terrains à bâtir au bout de 30 ans : 200 millions €. Elargissement de la définition des revenus pris en compte dans le calcul du plafonnement ISF (notamment contrats d'assurance-vie en euros et PEL) : 300 millions €.

Enfin compte tenu des dépenses imposées aux collectivités locales (rythmes scolaires) et de la diminution des dotations (- 1,5 milliards €), il faut s'attendre à une **augmentation des impôts locaux à l'automne 2014**.

Tags:

[budget](#) [1]

[impôts](#) [2]

[familles](#) [3]

[déficit](#) [4]

categories:

[Assemblée nationale](#) [5]

[Tweet](#) [6]

Wednesday, 2 October 2013

Source URL (retrieved on 08/15/2020 - 09:31): <http://patrickdevedjian.fr/budget-2014-toujours-plus-dimp%C3%B4ts-pour-les-familles/473?page=0>

Links:

[1] <http://patrickdevedjian.fr/tags/budget>

[2] <http://patrickdevedjian.fr/tags/imp%C3%B4ts>

[3] <http://patrickdevedjian.fr/tags/familles>

[4] <http://patrickdevedjian.fr/tags/d%C3%A9ficit>

[5] <http://patrickdevedjian.fr/blog/assembl%C3%A9e-nationale>

[6] <http://twitter.com/share>